

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 30 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Auto Châssis International

15 avenue Pierre Piffault
72100 Le Mans

Références : 2024-342_AUTO CHÂSSIS INTERNATIONAL_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement Auto Châssis International implanté 15 avenue Pierre Piffault 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Auto Châssis International
- 15 avenue Pierre Piffault 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301184
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ACI est autorisé par arrêté préfectoral du 30/03/2009 modifié. Le site fabrique les châssis des véhicules et des pièces de fonderie. Les locaux des pompes de prélèvement des eaux superficielles et la STEP ont été visités.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Recalage rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Autosurveillance - respect VLE usine - Constat visite du 26/05/2021	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article 4.3.11	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Autosurveillance-respect VLE STEP cataphorèse	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article 4.3.10	/	Sans objet
5	Arrêté sécheresse départemental	Arrêté Préfectoral du 09/01/2024, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
8	Arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
9	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
6	Utilisation efficace de la ressource en eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Utilisation efficace de la ressource	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la consommation d'eau, le site a mis en place des actions pour un suivi efficient de la consommation d'eau en fonction des machines et de la production. Ces actions permettent un pilotage de la gestion des prélèvements en eau. Concernant les rejets aqueux, des actions correctives ont été réalisées pour diminuer les concentrations en polluants et respecter les valeurs limites, cependant des actions correctives sont encore attendues sur le paramètre azote.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Suite aux évolutions réglementaires introduites par l'arrêté ministériel du 24/08/2017, l'inspection a acté par courrier du 16/12/2019, le programme de surveillance actualisé des rejets aqueux pour les points de rejets TS-cata (ligne de traitement de surface) et pour la STEP usine.</p>
Constats : <p>Lors de la visite de 2022, il a été constaté que la fréquence de surveillance (mai 2021 à avril 2022)</p>

n'était pas rigoureusement respectée pour certains paramètres des points de rejets STEP-cata (chrome VI, plomb/trichlorométhane/Fluorure/AOX/hydrocarbures, MES/azote global/ phosphore/ Aluminium/Cuivre/ Fer/Nickel/Zinc/Manganèse) et point de rejet STEP-usine (nickel).

Il était demandé à l'exploitant de :

- veiller à ce que le report dans GIDAF soit conforme aux mesures réelles.
- veiller à respecter les fréquences de surveillance notamment pour le nickel au point de rejet STEP-usine et les paramètres suivis au point de rejets STEP-cata.
- veiller à respecter le contrôle trimestriel par un organisme agréé sur la STEP cata

La surveillance de mai 2022 à avril 2024 a été examinée pour les 2 points de rejets. Les fréquences journalières et hebdomadaires sont respectées (STEP finale : MES/DCO/P/Zn/Fe/NGL/DBO₅ et STEP cata : DCO/MES/P/Al/Zn/Ni/Fe/Mn/NGL).

La fréquence trimestrielle n'a pas été respectée en 2022 (6 mesures au lieu de 8) pour la STEP-cata (AOX/hydrocarbures/F/trichlorométhane/Cr6/Pb) et STEP-usine (trichlorométhane/Al/Cu/Mn/AOX/Sn/Cn/indice phenol/hydrocarbures). En 2023, la fréquence trimestrielle est respectée pour la STEP-usine mais pas la STEP-cata (3 au lieu de 4). En 2024, les mesures des paramètres devant être surveillés trimestriellement ont été réalisées en février et mai. L'exploitant a indiqué en visite que les prochains contrôles étaient prévus en septembre et décembre (contrat annuel renouvelable).

L'absence de ces contrôles n'est pas justifiée. Il est rappelé que le non-respect des fréquences de surveillance est une non-conformité pouvant faire l'objet de sanctions pénales prévues par le code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à respecter rigoureusement toutes les fréquences de surveillance des paramètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Recalage rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III et Arrêté Ministériel du 30/06/06, article 34-III

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AM du 2/2/98 modifié par arrêté du 28 février 2022 :

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

AM du 30/06/06

III. - [...]

Des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

Constats :

En 2022, aucun contrôle de recalage n'avait été effectué depuis 2019. Suite à la visite l'exploitant avait transmis le cahier des charges envoyé au laboratoire eurofins pour réaliser le contrôle annuel sur la STEP usine.

Il était demandé à l'exploitant de veiller à faire réaliser les contrôles externes de recalage à une fréquence annuelle sur les 2 points de rejets pour tous les paramètres.

Par modification de l'arrêté du 28 février 2022, la fréquence de recalage est passée à une fois tous les 2 ans.

Lors de la visite, le rapport de prélèvement et d'analyse Eurofins du 13/12/2022 (AR-23-IV-005487-01) sur les rejets de la STEP-usine a été présenté. Tous les paramètres ont été analysés par un laboratoire agréé.

Le rapport de prélèvement et d'analyse Eurofins du 13/12/2022 (AR-23-IV-001258-01) sur les rejets de la STEP-cata a été présenté. Les paramètres métaux ont été mesurés par un laboratoire agréé, cependant les paramètres Chrome VI, MES, DCO, azote global, phosphore total, Fluorure, nitrites, indices hydrocarbures et AOX sont manquants.

L'exploitant a indiqué qu'aucun contrôle de recalage en 2023 n'a été réalisé mais que la commande pour 2024 était prévue.

=> La fréquence du contrôle de recalage pour la STEP « usine » (2 fois par an) n'est pas respectée.

Pour la STEP CATA, tous les paramètres ne sont pas analysés et il est rappelé à l'exploitant que le contrôle trimestriel de recalage est valide seulement si le prélèvement a été réalisé sous accréditation.

L'exploitant a indiqué qu'aucun contrôle de recalage en 2023 n'a été réalisé mais que la commande pour 2024 était prévue.

=> La fréquence du contrôle de recalage n'est pas respectée et tous les paramètres ne sont pas analysés pour la STEP cata.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à respecter la fréquence de recalage tous les 2 ans sur tous les paramètres du point de rejet STEP usine soumis à l'arrêté du 2 février 1998 et à une fréquence trimestrielle pour la STEP cata.

Les justificatifs du contrôle de recalage 2024 seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Autosurveillance- respect VLE usine - Constat visite du 26/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article 4.3.11 modifié par AM du 24/08/2017

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE - station d'épuration de l'usine

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la Sarthe et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux figurant dans le tableau ci-dessous (NB tableau remplacé par le courrier de l'inspection du 16/12/2019 actant le programme de surveillance).

Lorsque les dépassements des flux journaliers maximaux autorisés résultent de substances apportées par les eaux prélevées dans la Sarthe, les valeurs en concentration ne sont plus considérées comme des limites mais comme des valeurs guides.

La pollution émise correspond à la différence entre le flux de pollution provenant de l'eau prélevée en Sarthe et celle rejetée par l'usine ACI.

Constats :

Les constats des visites 2021 et 2022 étaient les suivants :

- août 2020 à mars 2021 : dépassements ponctuels en flux notamment sur les paramètres azote, MES et DCO. La pollution émise par l'usine ne respecte pas les flux autorisés notamment sur les paramètres DCO et azote.
- avril 2021 à mai 2022 : dépassements ponctuels en flux sur les paramètres DCO, azote, MES et phosphore en 2021. Les moyennes mensuelles des concentrations journalières sont respectées.
- 2e semestre 2021, plus de 10 % des résultats des mesures dépassent les valeurs limites pour les paramètres suivants : DCO (13 % sur mai 2021) et NGL (17 % sur juin 2021)
- 1^{er} semestre 2022 : dépassements ponctuels en flux et concentration en DCO et MES en janvier, flux et concentration en azote en mars (deux rejets), concentration en fer en janvier et avril

=> Des dépassements ponctuels sont encore observés en flux et concentration sur les paramètres fer, azote, MES et DCO. En revanche, depuis juin 2021, les résultats des mesures non-conformes restent dans la limite des 10 % fixée à l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998.

D'autre part, la pollution mensuelle moyenne émise par l'usine ne respecte pas le flux mensuel autorisé en azote.

Des essais étaient en cours sur la STEP usine pour utiliser un traitement de chlorure d'aluminium qui aurait une action sur les paramètres DCO, MES, métaux et azote dans une moindre mesure.

=> L'exploitant devait mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour respecter les valeurs de l'AP.

L'autosurveillance de mai 2022 à avril 2024 a été examinée pour la sortie STEP finale usine. Les constats sont les suivants :

- aucun dépassement sur les paramètres DBO₅, trichlorométhane, Mn, Ni, Cn, hydrocarbures (1 seul en 2022)
- indice phénol : 4/7 dépassements en concentration
- étain : 4/7 dépassements en concentration
- AOX : 3/7 dépassements en concentration
- fluorures : 2/7 dépassements en concentration en septembre 2022 et octobre 2023 (250 mg/l pour une VLE de 15mg/l)

Concernant les paramètres journaliers : dépassements ponctuels du flux autorisé en phosphore, NGL, Fe, MES et DCO sont observés.

- DCO : de janvier 2023 à décembre 2023 (non-conformités indiquées en gras) :
 - journalier max autorisé : dépassements ponctuels en flux (13) et concentration (4) en nombre < 10 % , **1 dépassement flux de plus de 2 fois la VLE.**
 - mensuel autorisé : respect de la valeur limite en concentration mensuelle et du flux mensuel autorisé **sauf novembre 2023 (flux).**
- Phosphore : de janvier 2023 à décembre 2023 :

- journalier max autorisé : dépassements ponctuels en flux (10) et concentration (1) en nombre < 10 %, **7 dépassements en flux de plus de 2 fois la VLE.**
- Mensuel autorisé : respect de la valeur limite en concentration mensuelle et du flux mensuel autorisé **sauf en juin et novembre 2023 (flux).**
- Azote global : de janvier 2023 à décembre 2023 :
 - journalier max autorisé : 1 dépassement en concentration, 16 dépassements en flux dont **1 > à 2 fois la VLE. Nombre de dépassements > 10 % en octobre 2023 (flux).**
 - mensuel autorisé : respect de la valeur limite en concentration mensuelle et du flux mensuel autorisé **sauf octobre et novembre 2023 (flux).**
- Fer : de janvier 2023 à décembre 2023 :
 - journalier max autorisé : dépassements en flux (25) et concentration (28), **nombre de dépassements > 10 % en janvier, novembre et décembre 2023 + 3 dépassements en concentration > 2 fois la VLE et 2 dépassements en flux > 2 fois la VLE.**
 - mensuel autorisé : respect de la valeur limite en concentration mensuelle et du flux mensuel autorisé **sauf janvier novembre et décembre 2023 (concentration), et janvier, mars, avril, octobre, novembre, décembre (flux).**

En 2024 janvier-mai 2024 :

- DCO : respect des VLE en concentration et flux
- Phosphore :
 - journalier max autorisé : 1 dépassement en flux (supérieur à 2xVLE) en janvier et février
 - mensuel autorisé : respect de la valeur limite en flux et concentrationVL
- Fer :
 - journalier max autorisé : **nombre dépassements > 10 % en janvier, dont 2 dépassements > 2xVLE (concentration)** et 2 dépassements en flux
 - mensuel autorisé : 1 dépassement en janvier en concentration
- NGL :
 - journalier max autorisé : respect de la VLE concentration et flux (sauf 1 dépassement)
 - mensuel autorisé : respect de la valeur limite en concentration et flux

Par sondage les résultats des analyses du 15/10/22, 12/10/23 et 2/05/24 ne montrent pas de non-conformités aux valeurs limites de concentration pour tous les paramètres. En comparant les valeurs de GIDAF et les résultats du bordereau d'analyse du 12/10/2023, il s'avère que les concentrations de GIDAF sont erronées pour les paramètres AOX, Etain, indice phénols et fluorures.

L'exploitant a expliqué que les dépassements des valeurs limites en Fer et MES étaient principalement dus à des valeurs fortes dans les eaux pompées ou une pluviométrie importante.

Concernant la pollution moyenne nette mensuelle émise (correspondant à la différence entre le flux de pollution provenant de l'eau prélevée en Sarthe et celle rejetée par l'usine) de juin 2022 à décembre 2023, les résultats calculés montrent des dépassements sur la moyenne mensuelle autorisée en flux en DCO (12 dépassements dont 2 supérieurs à 2 fois la valeur limite en 2023), Phosphore (4 dépassements dont 3 supérieurs à 2 fois la valeur limite en 2023), NGL (systématiquement entre 5 et 30 fois la valeur limite) et Fe (7 dépassements dont 2 dépassements supérieur à 2 fois la valeur limite en 2023).

L'exploitant a mis en place depuis l'hiver 2023, des essais sur différents traitements de floculant/coagulant. Le choix du nouveau traitement anti-coagulant est approuvé depuis avril 2024, il permet un abattement de 40 à 60 % sur les paramètres MES/Fe/Phosphore/Zn/DCO. Aucun dépassement n'est mis en évidence sur le flux de pollution émise depuis début 2024 sauf pour le flux de NGL qui reste supérieur à la valeur limite mais avec une nette diminution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sera vigilant sur les données rentrées dans GIDAF. Il n'est pas toléré de constater des erreurs de report de façon répétée trimestriellement.

L'exploitant transmettra un plan d'actions correctives pour le respect du flux de pollution émise en DCO, NGL et Fer. Par ailleurs des éléments d'explication sont attendus sur les causes de dépassement systématique du flux de NGL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autosurveillance- respect VLE STEP cataphorèse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, respect VLE- station cataphorèse

Prescription contrôlée :

Courrier de l'inspection du 16/12/2019 actant le programme de surveillance

Constats :

Entre mai 2022 et avril 2024, quelques dépassements ponctuels sont observés sur les concentrations en aluminium (maximum 2100 mg/l pour une valeur limite de 2000 mg/l), azote (maximum 56 mg/l pour une valeur limite de 50 mg/l) et DCO (305 mg/l pour une valeur limite de 300 mg/l).

Ces dépassements sont dus au redémarrage de la station.

Aucun dépassement de valeur limite et flux n'est constaté depuis janvier 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Arrêté sécheresse départemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2024, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions sécheresse de l'arrêté cadre départemental

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

« Les ICPE appliquent les dispositions spécifiques d'économie d'eau contenues dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation qui leur ont été notifiés ainsi que celles de l'arrêté ministériel en vigueur relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.

Les ICPE soumises au régime de déclaration, celles autorisées ou enregistrées dont les arrêtés ne contiennent pas de disposition spécifique prévoyant les mesures proportionnées à prendre en cas de franchissement des seuils de gestion (vigilance V, alerte A, alerte renforcée AR et crise C) et non visées par les mesures de restriction de l'arrêté ministériel suscité, relèvent des dispositions prévues pour la catégorie "entreprise" (E) du présent arrêté, quelque soit l'origine de la ressource.

Constats :

Lors de la dernière visite en 2023, les dispositions de l'arrêté cadre préfectoral "sécheresse" s'appliquait au site. Depuis le 9 janvier 2024, l'arrêté cadre a été modifié et indique que les ICPE appliquent les dispositions spécifiques d'économie d'eau contenues dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation qui leur ont été notifiés ainsi que celles de l'arrêté ministériel en vigueur relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.

Le site ACI étant soumis à l'AM 30 juin 2023 modifié par l'arrêté du 3 juillet 2024 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE, les restrictions de l'arrêté préfectoral départemental ne sont plus applicables au

site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Constats : D'après la déclaration GERE 2023, le site a prélevé 2 083 925 m ³ d'eau, dont 2 013 806 m ³ dans les eaux superficielles et 70119 m ³ dans le réseau d'eau potable. Le site est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : II- Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant. Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.
Constats : L'exploitant a déterminé le volume de référence pour l'année 2023 en calculant la moyenne des volumes journaliers au trimestre et à l'année civile. Le volume maximal est de 7008,68 m ³ /j (3e trimestre le plus pénalisant). L'exploitant n'a pas déduit les 5 % forfaitaire liés aux usages nécessaires à la sécurité des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Utilisation efficace de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation efficace de la ressource
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 04/07/2023

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1^{er}, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>[...]</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1^{er}.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 4/07/23, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que les mesures prévues en cas de sécheresse permettaient d'atteindre les seuils de réduction qui seraient imposés en cas de déclenchement des niveaux de gravité sécheresse.</p> <p>Les restrictions s'appliquent à la consommation d'eau. Le site étant en réseau unitaire, les consommations d'eau sont négatives sur l'année 2023 (sauf sur le 2e trimestre où la consommation d'eau moyenne est de 237,63 m³/j).</p> <p>Cependant l'exploitant est dans une démarche de réduction de la consommation d'eau aussi les réductions ont été calculés uniquement sur le volume prélevé, les volumes maximaux prélevables pour 2024 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> seuil d'alerte : 6658 m³/j seuil d'alerte renforcé : 6307 m³/j seuil de crise : 5265 m³/j <p>Le plan d'action pour chaque seuil est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> vigilance : sensibilisation (support interne non vu en visite) alerte : arrêt station de lavage des véhicules + arrêt de l'arrosage des jardins + contrôle quotidien des échangeurs BF/MF alerte renforcée : arrêt station de lavage des véhicules + arrêt de l'arrosage des jardins + nettoyage systématique des échangeurs BF/MF le week-end crise : arrêt station de lavage des véhicules + arrêt de l'arrosage des jardins + arrêt d'un four BF/MF <p>A noter que l'arrêt de l'arrosage des jardins est déjà en place. La consommation théorique d'un four est de 1976 m³/j.</p> <p>L'exploitant suit le débit du bassin de l'huisne sur le site info-sécheresse afin d'anticiper les seuils.</p> <p>Le site n'est pas soumis à des restrictions le jour de la visite.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Utilisation efficace de la ressource

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation efficace de la ressource
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 04/07/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AM du 2/2/98 - art 14

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

APC du 26/04/2013 - art 9

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf pour le refroidissement en circuit ouvert des fours de fonderie.

L'exploitant examine les moyens d'optimiser l'usage des eaux de refroidissement de la fonderie en vue de réduire de façon conséquente le prélèvement effectué sur les eaux de surface (recyclage, traitement amont, récupération énergétique ...).

Constats :

Selon l'étude technico-économique (ETE) de 2022, la consommation d'eau est principalement liée au refroidissement (80%) :

- des compresseurs alimentant principalement la fonderie
- des fours de la fonderie.

Actuellement les compresseurs sont refroidis par le même circuit que la fonderie. La consommation d'eau des compresseurs est liée aux ouvertures de vannes. Ces ouvertures sont effectuées lorsque la température de l'eau est trop chaude pour les refroidir, cette augmentation de température arrive en période estivale ou lorsque la température en entrée fonderie est trop importante, une augmentation de la quantité d'eau pour refroidir les compresseurs est alors nécessaire.

D'après l'ETE, plusieurs solutions pertinentes pour une gestion plus efficace et l'atteinte d'une réduction pérenne du prélèvement en eau ont été proposées. Suite à la visite de 2023, l'exploitant a transmis par courrier du 30 septembre 2023 l'actualisation de son plan d'action :

- suivi des compteurs, maintenance, remontées des données : le suivi est mis en place et diffusé quotidiennement via Logiciel LOOKER
- refroidissement circuit fermé des compresseurs : étude technico économique en cours pour une décision en 2024
- équipements des échangeurs de fours pour contrôler l'encrassement : mis en place depuis septembre 2023
- indicateurs de performances par machine : mis en place sur les fours MF (suivi du débit en temps réel corrélé à la température/Pression)

Lors de la visite, l'exploitant a informé des actions sur le pilotage de la consommation en eau :

- mise en place de sondes sur les échangeurs des fours MF réalisée
- mise en place de sondes sur les échangeurs des fours BF et sur les échangeurs des compresseurs prévu en aout 2024
- mise en place de débitmètres totalisateurs sur les 2 cataphorèses

Ces outils permettent de mettre en place des actions ayant un impact sur la consommation d'eau comme le nettoyage régulier des échangeurs (diminution de 150 m³/h en pointe)

Les études concernant la gestion des eaux du site (pluviales/industrielles) sont en cours (séparation réseaux, réutilisation des calories des eaux de refroidissement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection des avancées et des solutions retenues concernant la gestion

des eaux.

Il est demandé à l'exploitant de tenir à disposition le bilan des gains obtenus par les solutions mises en place.

Type de suites proposées : Sans suite